

Madame, Monsieur,

Cela fait maintenant 2 ans que nous avons été touchés, un an que l'association V-Europe a été créée. **V-Europe représente près de 200 victimes du terrorisme dont celle du 22 mars.** Cela a été une année dure et éprouvante où après notre entretien avec la commission parlementaire d'enquête nous pensions être écoutés et compris. Après un an d'un travail collaboratif avec beaucoup de réunions, nous en sommes malheureusement au même point pour les victimes. Cela contribue à augmenter le phénomène de victimisation.

"Toute stratégie équilibrée et globale pour lutter contre le terrorisme doit avant tout reconnaître que les victimes du terrorisme ont droit à notre appui.

Beaucoup trop souvent, les victimes sont contraintes à souffrir en silence alors que le monde autour d'elles continue à tourner même si leur propre vie a été suspendue.

Cela ne fait qu'exacerber leur traumatisme.

Nous devons faire davantage pour protéger les droits des victimes du terrorisme et leur fournir les services dont ils ont besoin."

Ce texte a été dit par le secrétaire général des nations unies M. Ban KI MOON, 1 mois avant les attentats de Bruxelles.

Aujourd'hui, en ce 24 janvier 2018, presque deux ans après les attentats du 22 mars, nous osons dire que la Belgique n'est pas en accord avec ce qu'a déclaré M. Ban KI MOON. Les victimes sont encore et toujours abandonnées à leur sort. Aucune décision, aucune action tangible, seulement des mots polis et indifférents.

Imaginez-vous, être subitement veuf ou veuve, perdre un enfant dans d'atroces circonstances, toujours hospitalisé, blessé, traumatisé à vie, obligé de fermer votre commerce, avec une entreprise en faillite,

ayant besoin d'aide à tous les niveaux, ne sachant pas à qui vous adresser, fatigué, incompris ... et sans moyens alors qu'il faut manger.

En face de vous, un mur inhumain et condescendant des autorités, de leurs experts et des assurances que vous dérangez et qui font tout pour vous convaincre de ne pas poursuivre votre calvaire pour obtenir réparation.

En Belgique, les victimes du terrorisme non seulement n'ont pas été aidées comme elles le méritent mais pire elles sont en détresse, certaines poussées à des tentatives de suicide.

Notre pays a failli. Il a sur la joue cette souillure. L'histoire écrira que malgré toutes les directives des nations Unies et de l'Europe auxquelles elle a adhéré, la Belgique a commis un crime social.

En France, en Angleterre et en Espagne et dans tant d'autres pays, les victimes ont été prises en charge, dès le lendemain des attentats.

Dans notre bon pays c'est une honte la façon dont les victimes ont été traitées et laissées pour compte, alors que la Belgique est redevable des dommages qui leur a été faits par la négligence de son gouvernement.

Il faut que l'état d'esprit de notre société change car le monde dans lequel elle vit a muté. C'est une nouvelle ère, nous sommes en guerre. Oui en guerre. Une guerre moins visible mais malheureusement présente. Du 11 septembre 2001 jusqu'à fin 2016, rien qu'en Europe il y a eu 1687 décès suite au terrorisme. L'année 2017 ne nous a pas épargnés non plus.

Pour que la conscience d'un peuple change, il faut qu'il comprenne ce que cela signifie « être victime du terrorisme ».

Beaucoup ne comprennent pas pourquoi nous sommes différents des autres victimes. Le premier devoir d'un état est de protéger ses citoyens. Sans cela il y a une rupture du contrat social. Les terroristes souhaitent la division de notre pays. Nous n'avons

malheureusement pas été protégés par notre pays mais nous pensions être au moins aidés, soutenus, accompagné après les attentats. Cela n'est malheureusement pas le cas. Nous sommes des laissés-pour-compte.

Nous sommes belges, toute victime atteinte en Belgique est aussi belge. Nous sommes des victimes belges mais malheureusement dans notre pays, une victime wallonne ne sera pas traitée de la même manière qu'une victime flamande alors que nous pensions être belges. V-Europe n'a pas de couleur politique, nous sommes des citoyens et nous demandons d'être traités de manière égale et équitable indépendamment de notre situation géographique en Belgique car nous sommes avant tout belges.

Est-il normal qu'une victime belgo-américaine soit abandonnée depuis 2 ans dans un hôpital. Est-il normal que la seule réponse de son gouvernement soit: « Je suis désolé Madame mais malheureusement il faut voir avec l'assurance ».

Est-ce normal ?

Est-il normal qu'une victime belge flamande doive payer des droits de succession pour la perte d'un proche alors qu'une victime belge wallonne ne le doit pas ? Ne sont-elles pas belges avant tout ? Est-il normal que l'on réclame à une victime belge flamande les intérêts sur les droits de succession qu'elle a payés sous peine de lui envoyer l'huissier ? Est-il normal que cet huissier vienne plus vite que le soutien de l'état ? Est-il normal qu'une victime du terrorisme qui a perdu un proche doive payer plus de taxe que le soutien que lui apporte l'état. Ne peut-on pas être logique et équitable dans ce pays ?

Est-ce normal qu'un papa ait une aide financière urgente de l'état plus importante que celle de la maman pour la perte de leur enfant? Est-ce normal que 2 personnes dans des situations similaires qui ont AIBSL V-

perdu leur maman n'aient pas reçu la même aide urgente? Est-ce normal que l'aéroport réalise en 2017 la meilleure affluence qu'ils n'aient jamais connue alors que les victimes sont totalement abandonnées ?

Est-ce normal que l'on oblige certaines victimes à retourner sur leur lieu de travail qui est pour eux le lieu de l'horreur où elles ont cru tout perdre ? Ne peut-on pas les accompagner vers une nouvelle activité professionnelle ?

Est-ce normal qu'un médecin censé évaluer votre état, n'évalue pas votre état actuel mais évalue le dossier qui lui a été fourni quelques mois auparavant ? Et que ce médecin vous dise « On n'a pas été mandaté pour évaluer votre état mais seulement votre dossier » alors que votre situation a empiré? Trouvez-vous ça normal ?

Est-ce normal que les victimes amputées soient obligées de se battre pour obtenir une prothèse entière et fonctionnelle alors que l'on essaie de leur en refiler une inadéquate et moins chère ?

Est-il normal que le gouvernement ne tienne pas ses promesses évoquées ici et là. Où sont les 10% minimum promis pour toutes les victimes ? Où en sont les amendements promis à une première loi inadaptée aux victimes ? Où en sont les paiements des soins de santé non pris en charge ? A quoi cela sert-il d'avoir un statut de solidarité nationale vide ? Comment le DG War fera-t-il pour procéder concrètement au paiement des pensions de dédommagement compte tenu de leur caractère subsidiaire ? Quand mettra-t-on enfin en place une cellule de professionnels capables d'expertiser les victimes du terrorisme en toute connaissance de cause ?

Est-il normal qu'une association comme la nôtre n'ait reçu aucune aide de son gouvernement, ni aucun local permettant d'accueillir les victimes ? Heureusement qu'un local nous a été fourni pendant 8 mois par une association française. Nous les en remercions du fond du coeur.

V-Europe a identifié depuis plus d'un an les points réalisables en matière d'aide aux victimes du terrorisme. A ce sujet, notre association a proposé de nombreuses solutions au premier ministre M. Charles Michel lors de l'entrevue du 13 février 2017. Je le répète nous ne sommes que des citoyens et V-Europe n'a pas de couleur politique mais il est clair qu'aujourd'hui la politique Belge empêche tout avancée pour les victimes du terrorisme. Toutes nos propositions ont été remises aux différentes entités. Vous pourrez les retrouver sur notre site internet. Certaines sont complexes à mettre en place, d'autres simples mais pour cela il faut avoir une envie politique commune de modifier les choses.

Nous demandons les mesures suivantes :

- ▣ La mise en place d'un fond de garantie permettant de centraliser toutes les demandes des victimes, qui les indemnise en dehors de toute assurance et qui évite la discrimination actuelle selon le lieu ou type d'attentat
- ▣ Un Guichet Unique opérationnel qui centralise l'information et soutien les victimes, avec une approche proactive.
- ▣ Des droits égaux pour toutes les victimes, indépendamment de leur nationalité, de leur état de santé ou de toute autre considération. La reconnaissance d'être victime de terrorisme donne automatiquement les mêmes droits de base à tous.
- ▣ Le remboursement total et urgent de tous les frais de santé physique et psychologique supporté par les victimes, en lien direct ou indirect avec un attentat.
- ▣ Le caractère non subsidiaire de droit de pension, et ceci valable pour toutes les victimes de terrorisme.
- ▣ Un système harmonisé dans tous les domaines qui touche les victimes de terrorisme (droit de succession, suivi psy, etc)
- ▣ La mise en place urgente d'un système adéquat, effectif et efficient qui répond aux besoins urgents de victimes en cas de nouvel attentat.
- ▣ Finalement, que tous les niveaux du pouvoir (fédéral, région, communauté) se mettent autour de la table et pour UNE FOIS se mettent d'accord sur une politique commune proactive, cohérente et effective pour les victimes du terrorisme. Les terroristes EUX n'ont pas fait de différence entre les wallons, les flamands, les bruxellois, les belges et les étrangers.

Les victimes du terrorisme ne demandent rien d'autre que de pouvoir reprendre leur vie le mieux possible. De faire à nouveau partie de votre société qui devrait aussi être la leur, de redevenir des citoyens ordinaires, malgré leurs blessures, tout comme elles l'étaient avant les attentats...et non des déchets dérangeants de cette même société. Mais pour cela, il est nécessaire que la société les comprenne et les aide comme elles y ont droit. Demain, vous pouvez être une victime du terrorisme. Cela peut être à la sortie de chez vous, dans le transport en commun que vous prenez tous les jours, sur votre lieu de vacances. Nul ne sait de quoi l'avenir est fait et il est important que les choses évoluent enfin. Nous mettons le gouvernement belge au défi de démontrer de toute urgence aux victimes de toutes ces atrocités que la solidarité, le soutien et les valeurs de notre société existent encore et que le terrorisme ne fera jamais la loi dans un pays où normalement l'union devrait faire la force.